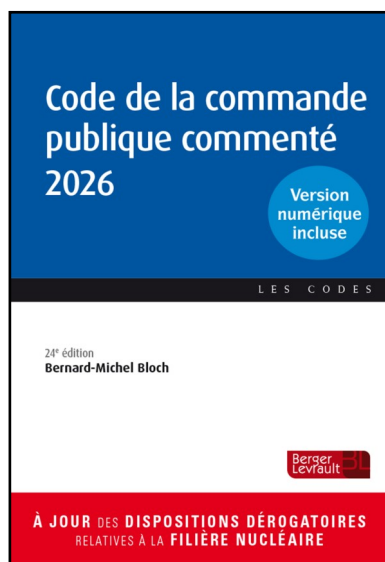


Code de la commande publique commenté 2026

De Bernard-Michel Bloch



Parution : 15 janvier 2026

Collection : Les codes

Broché : 882 p. | 16 x 24 cm

Prix :

- 70 € TTC jusqu'au 14/01/2026
- 80 € TTC à partir du 15/01/2026

Réf. 121966

ISBN : 978-2-7013-2337-4

L'allié incontournable pour sécuriser chaque étape des marchés publics

Le *Code de la commande publique commenté 2026* est un instrument de travail conçu pour l'acheteur comme pour l'entreprise candidate ou soumissionnaire.

Organisé en un plan qui suit les étapes de la vie d'un contrat, il aborde la formation, la conclusion, l'exécution de la commande publique, la sortie du contrat et le règlement amiable des litiges, qu'il s'agisse de marchés publics ou de concessions.

Les commentaires des articles apportent des conseils pratiques et précisent leurs modalités d'application à la lumière des dernières décisions jurisprudentielles.

Des textes complémentaires au Code de la commande publique sont reproduits en annexe.

Des tables de concordance et de jurisprudence ainsi qu'un index détaillé facilitent la recherche thématique.

Cette 24^e édition intègre les principaux textes et dispositions adoptés en 2024 et 2025, notamment :

- les mesures dérogatoires bénéficiant à la relance de la filière nucléaire par la loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 ;
- les nouvelles limitations au recours à la sous-traitance dans le Code de la défense ;
- les évolutions du Code de l'énergie relatives à la performance énergétique des achats publics ;
- les dérogations spécifiques applicables à Mayotte.

Outre la prise en compte des principales décisions de jurisprudence importantes de 2025 sont présentés, en prévision de leur application en 2026 :

- les dispositions issues de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;
- le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022, dont l'entrée en vigueur différée impose de nouvelles règles relatives à la prise en compte du développement durable, aux enchères électroniques et à la facturation électronique.

Inclus : accès à la version numérique, mise à jour en continu, sur www.collectivites.legibase.fr

Ancien avocat au Barreau de Paris, puis des Hauts-de-Seine et spécialiste en droit public des affaires, **Bernard-Michel Bloch** a su développer une approche pragmatique des questions relatives à la commande publique, qu'il transmet aujourd'hui dans le cadre de nombreuses formations auprès des administrations et des acheteurs. Il est également l'auteur des *CCAG – Travaux* et *CCAG – Fournitures courantes et services*, chez Berger-Levrault.

Sommaire

Avant-propos

Index général

Partie législative

Titre préliminaire

Première partie – Définitions et champ d’application

Deuxième partie – Marchés publics

Troisième partie – Concessions

Partie réglementaire

Première partie – Définitions et champ d’application

Deuxième partie – Marchés publics

Troisième partie – Concessions

Annexes

Annexe préliminaire

Annexe 1 – Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique

Annexe 2 – Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique

Annexe 3 – Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques

Annexe 4 – Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l’attribution des contrats de la commande publique

Annexe 5 – Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

Annexe 6 – Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde

Annexe 7 – Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d’acheteurs

Annexe 8 – Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique

Annexe 9 – Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics

Annexe 10 – Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics¹

Annexe 11 – Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics

Annexe 12 – Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

Annexe 13 – Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire

Annexe 14 – Arrêté fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

Ancienne annexe 15 – Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique

Nouvelle annexe 15 (applicable au 1^{er} janvier 2024) – Données essentielles des marchés publics

Annexe 16 – Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l’observatoire économique de la commande publique

Ancienne annexe 17 – Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique

Nouvelle annexe 17 (applicable au 1^{er} janvier 2024) – Données essentielles des contrats de concession

Annexe 18 – Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

Annexe 19 – Arrêté fixant le modèle d’avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité

Annexe 20 – Arrêté précisant les modalités techniques d’exécution des éléments de mission de maîtrise d’œuvre confiés par des maîtres d’ouvrage publics à des prestataires de droit privé

Annexe 21 – Arrêté fixant le modèle d’avis pour la passation des contrats de concession

Annexe 22 – Arrêté fixant un modèle d’avis pour la passation des marchés publics répondant à un besoin d’une valeur estimée entre 90 000 € HT et les seuils de procédure formalisée

Textes complémentaires

1 – Prise en compte des objectifs de développement durable dans la commande publique

2 – Marchés des collectivités territoriales

3 – Marchés de certains établissements publics, des ASL autorisées, des régies et des GIP

4 – Marchés des OPH et des sociétés d’HLM

5 – Marchés publics hospitaliers

6 – Marchés des organismes de sécurité sociale

7 – Marchés publics de services d’assurances

8 – Assurance dommages-ouvrage obligatoire

9 – Contrôle de légalité

10 – Contrôle comptable et financier

11 – Droit de la concurrence et marchés publics

12 – Communicabilité des documents relatifs aux marchés publics

13 – Recours en matière de passation de certains contrats et marchés

14 – Règlement amiable des conflits et recours à la transaction

15 – Délit de favoritisme

16 – Peine d’exclusion des marchés publics

17 – Textes destinés à faire face à l’urgence

Tables

Tables de concordance

Table des dispositions générales applicables sans modification aux marchés de défense ou de sécurité

Tables chronologiques de la jurisprudence citée

Table des abréviations